

D 812 BRÉSIL: LETTRE AUX SPÉCULATEURS FONCIERS

Il n'est pas dans l'habitude de DIAL de publier des témoignages de non latino-américains. Celui-ci sera donc l'exception qui confirme la règle.

Le lecteur se souvient du document intitulé "Conflits de la terre et spéculation foncière" (DIAL D 789, du 1er juillet 1982). Il s'agissait d'un extrait de "La lettre internationale de Danielle Hunebelle" n° 98, du 1er novembre 1981, portant sur les possibilités de spéculation foncière au Brésil. Document significatif de l'état d'esprit de certains milieux financiers nationaux et internationaux.

A l'autre bout de l'échelle sociale, au niveau des petits paysans victimes de la spéculation foncière des sociétés d'investissement, les conflits pour la possession de la terre se multiplient (statistiques dans DIAL D 787, du 24 juin 1982).

C'est la difficile situation des paysans vérifiée sur le terrain, en opposition aux froids calculs des spéculateurs, qui a motivé la "lettre ouverte" ci-dessous.

Note DIAL

LETTRE BRÉSILIENNE A MADAME HUNEBELLE

Paris, le 4 novembre 1982

Au terme d'un de vos voyages professionnels à titre de journaliste, vous avez consacré au Brésil le n° 98, de novembre 1981, de "La lettre internationale de Danielle Hunebelle" dont vous êtes la directrice.

Cette publication entre dans la catégorie des "lettres confidentielles" à destination des milieux d'affaires ou de la politique. Dans ce numéro de novembre vous donnez des conseils aux milieux financiers sur les possibilités de spéculation foncière dans le Brésil d'aujourd'hui.

Ce numéro ayant été récemment rendu public en portugais par la Commission pastorale de la terre, organisme lié à la Conférence nationale des évêques du Brésil, j'ai pris connaissance de vos conseils aux investisseurs en la matière.

Je reviens moi-même du Brésil où je me suis rendu pour enquête sur le terrain. Le Brésil est un pays que je crois connaître quelque peu pour y avoir travaillé comme prêtre et journaliste pendant un certain nombre d'années.

Préoccupé par les tensions sociales extrêmement graves existant en milieu rural, j'ai voulu me rendre dans le sertão (sertan), ces terres de l'intérieur où l'on n'accède qu'avec difficulté. Ce n'était pas la première fois que j'entreprenais un tel voyage. Je suis allé dans l'extrême-nord de l'Etat de Goiás, au confluent des fleuves Araguaia et Tocantins, dans une région appelée Bec-du-perroquet en raison de sa conformation. C'est une zone voisine de Serra dos Carajás que vous connaissez pour l'avoir visité l'année dernière.

Là, dans le Bec-du-perroquet - l'équivalent de quelques départements français -, j'ai rencontré des sertanejos ou paysans du sertan, ceux que, dans votre lettre internationale de novembre 1981, vous appelez des "débris d'humanité". Il s'agit de petits cultivateurs installés là - comme des millions d'autres au Brésil - depuis cinq, dix voire vingt ans, dans des terres vierges qu'ils cultivent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Des terres dont ils vont sans doute être prochainement chassés par des investisseurs sans scrupules. C'est une population extrêmement pauvre, en partie analphabète et vivant dans des conditions qui vous seraient insupportables.

J'ai eu le bonheur - celui, Madame, que vous n'avez pas eu - d'écouter parler pendant des heures ces hommes et ces femmes que vous qualifiez de "débris d'humanité", sans doute par commisération - n'est-on pas contraint d'admettre que les Brésiliens pauvres ont, eux aussi et malgré tout, une âme? -, mais également en constat d'inutilité - que faire de tels débris, sinon les jeter à la décharge de la société industrielle?

Ces "débris" parlaient, eux les coutumiers de l'oppression séculaire du silence forcé. C'était le soir, après la longue journée de travail aux champs "de sol à sol" (du lever au coucher du soleil), dans la moiteur du jour. La nuit était tombée sur le village aux cases de pisé recouvertes de feuilles de palmiers. Pas d'électricité, bien sûr. Rien que la lueur vacillante de lampes à pétrole inévitablement fumeuses, mais si astucieusement faites avec des boîtes de conserve! Nous étions là réunis, caressés par la brise venue des mers chaudes de l'intérieur que sont les grands fleuves familiers. Nous avions mangé le riz - "Donnez-nous notre riz quotidien!" - et bu l'eau du filtre dans la timbale reluisante toujours à la disposition de l'assoiffé.

Ils parlaient. Etait-ce la vertu de la nuit, dans l'apaisement des merveilles clairs de lune de l'équateur et des tropiques? Etait-ce l'effet de la confiance accordée à la maisonnée amie tenue par des religieuses folles d'Evangile? L'hôte de passage que j'étais se faisait discret pour mieux entrer dans la confiance. Quand jaillit la Parole, il faut s'abandonner à elle pour ne pas la briser.

Ils parlaient posément, entrecoupant leur récit de longs silences méditatifs où l'éclat des yeux prenait le relais des mots. Et tout le monde, alors, écoutait le silence de la plénitude. C'étaient ces mêmes gens, Madame, que vous avez peut-être croisés sur votre route, se tenant debout devant les notabilités avec le chapeau entre les mains, sans rien dire d'autre que les "Oui, M'sieu!" - "Oui, M'dame!" de la soumission apparente. Si vous saviez comme ils savent raconter, comme ils savent expliquer, comme ils savent rire, de leur rire édenté, quand ils sont en confiance et se savent écoutés!

"Les pauvres sont nos maîtres", a dit un jour St Jean Chrysostome. Ces soirs-là, au Bec-du-perroquet, j'ai pu vérifier une fois encore la vérité et la profondeur de l'adage. A l'écoute des sertanejos, je me suis senti

soudain comme porté par des vies racontées aussi simplement. Je me suis découvert bien petit devant tant de dignité et de noblesse. La dignité et la noblesse des gens simples qui savent ce que vivre signifie.

Que disaient-ils, ces sertanejos, ces paysans au parler à la fois traînant et chantant? Ils disaient leur amour de la terre. Ils disaient leur peine. Ils disaient leur foi en Dieu. Ils disaient leur indignité devant le Père qui est aux cieux, mais aussi leur inébranlable confiance en lui. Ils disaient leur refus viscéral de l'injustice pratiquée par ceux qui cherchent à voler leurs terres. Ils disaient la justice de Dieu, le droit de Dieu qui est le droit des pauvres contre l'arbitraire des puissants de la société brésilienne. Comme dit là-bas la sagesse populaire: "La justice de Dieu peut tarder, elle ne fait jamais défaut". Ils disaient leur détermination à ne pas partir de leurs terres, comme des voleurs. Car les voleurs de terres ce ne sont pas eux. C'est vous, Madame, et les investisseurs qui suivent vos conseils!

Et ils se disaient prêts à mourir, s'il le fallait, plutôt que de partir. La mort, ils connaissent. Celle de la branche qui tombe soudain des grands arbres et écrase le cultivateur au travail, en pleine force de l'âge. Celle de l'enfant de deux ans, victime des carences alimentaires du régime adulte et de l'inexistence de structures de santé. Mais aussi la mort, particulièrement odieuse et injuste, donnée froidement par les tueurs à gages des grands domaines. Vous savez, Madame, ces tueurs à gages dont vous racontez les services aux investisseurs qui veulent nettoyer les terres de leurs premiers habitants et légitimes possesseurs!

Pourquoi donc, dans la bouche et dans l'esprit de ces "débris d'humanité", comme vous dites, la mort est-elle une présence aussi familière que le fleuve, l'une de ces choses que, dans la nuit, on pourrait presque effleurer de la main? Ce soir-là, dans le Bec-du-perroquet, la mort n'avait pas visage hideux, même si ceux qui la sèment sont des bandits à la solde de grands propriétaires voraces. Il est étrange comme, seuls, peuvent en parler sans frémir ceux qui savent le poids quotidien de la vie; ceux qui, sans doute, se trouvent déjà dans la proximité de Dieu. J'étais là, étonné moi-même d'une mort qui ne faisait pas peur.

Tels sont, Madame, je vous le jure, ceux et celles que vous traitez de "débris d'humanité". Quel étrange renversement des choses! Quel aveuglement, quelle perversion du regard! Car, en réalité, c'est l'humanité de ces petites gens qui révèle l'inhumanité des milieux d'affaires dans lesquels vous évoluez.

Dans votre lettre internationale de novembre 1981, vous faites savoir aux investisseurs intéressés à spéculer sur la terre au Brésil qu'ils peuvent, du jour au lendemain, valoriser de 100 voire 1000 % leur mise initiale à condition d'acheter des terres que vous dites "squatterisées", les "squatters" étant évidemment les sertanejos, les petits paysans premiers occupants. Il suffit ensuite, rapportez-vous textuellement, de "dépêcher, comme dans l'Ouest américain au 19e siècle, des bandits armés qui chassent (ou massacrent...) les occupants".

Vous savez parfaitement, Madame, que ces bandits armés sont des hommes de main, des tueurs professionnels dûment contractés par le régisseur de l'exploitation agricole. Il ne s'agit donc pas, comme vous aimeriez le faire croire, de quelconques malfaiteurs aimant faire parler la poudre, mais très exactement des salariés émargeant au budget du grand domaine.

Une double conclusion s'impose: vos explications constituent, que vous le vouliez ou non, une incitation au meurtre des paysans légitimes possesseurs de leurs terres; et vos conseils précautionneux sont la reconnaissance de l'entière responsabilité de l'investisseur dans de telles pratiques criminelles. Le mépris dans lequel vous tenez les sertanejos du Brésil, à l'image de ceux qui vivent dans le Bec-du-perroquet, n'a d'égal que le cynisme dont vous faites preuve dans la manipulation de l'argent. Nous savions que les investisseurs des milieux financiers étaient de froids calculateurs. Nous ignorions encore qu'ils pouvaient être les instigateurs, parfaitement lucides, de pratiques criminelles. Désormais, Madame, grâce à vous nous le savons.

Vous dites aux investisseurs auxquels vous adressez vos conseils en spéculation foncière, que les sertanejos sont des "squatters" c'est-à-dire, dans votre esprit, des occupants illégitimes. Ignoreriez-vous la législation brésilienne en la matière? Ne sauriez-vous pas que la grande majorité des petits cultivateurs brésiliens sont légalement possesseurs de la terre, selon des conditions qu'ils connaissent généralement très bien, même s'ils n'ont pas de titres écrits de propriété?

Si nous n'avions pas découvert avec stupeur que vous et les vôtres n'êtes pas "novices" en la matière, nous aurions pu créditer vos conseils des circonstances atténuantes de la bonne foi et de l'ignorance. Malheureusement la parfaite connaissance que vous affichez des mécanismes de la spéculation foncière et des méthodes peu scrupuleuses de valorisation des terres, nous fait vous retirer ces circonstances atténuantes.

Car vous savez parfaitement que, dans la lutte pour la terre au Brésil, c'est aujourd'hui le règne implacable de la loi de la jungle. Vous savez que, sur le terrain, dans les eaux d'un certain nombre de grands domaines, prolifèrent en toute quiétude et protection les courtiers véreux, les avocats vendus, les juges complices, les fonctionnaires complaisants, les policiers aux ordres... Vous savez comment certains services du cadastre fabriquent des faux en écritures, comment on officialise des titres de propriété d'apparence légale, comment on met en branle l'appareil étatique et administratif pour chasser "légalement" de leurs terres les petits paysans, premiers occupants et donc légitimes possesseurs, conformément à la Constitution et aux lois en vigueur dans le pays.

Sans doute ne savez-vous pas ce que disent les sertanejos quand ils parlent de ces personnes lointaines qui suivent vos conseils, ou des agents d'exécution qu'ils croisent sur le terrain. Ils disent, littéralement: "Les requins, si on les laisse faire, ils sont foutus de bouffer Dieu". Les requins, vous devinez qui ils sont. J'ignore, Madame, si vous croyez en Dieu. Les paysans brésiliens, eux, croient de tout leur être. S'ils ont un sens quasiment inné du juste et de l'injuste c'est parce que, pour eux, la justice de Dieu est la référence ultime, le garant de leur droit.

Dans les conflits de la terre, nés de la voracité insatiable des "requins" de l'agro-alimentaire et de la spéculation foncière, la foi religieuse des petites gens est leur force première et peut-être unique. Prenez garde de vous attaquer au droit des petits: c'est à Dieu que vous vous attaquez! Si vous n'êtes pas croyante, cela veut dire que vous détruisez les fondements mêmes de la société que vous prétendez édifier dans la superbe. Ce faisant, vous devenez, vous et vos semblables, les fossoyeurs de l'humanité. Une société qui n'est pas bâtie sur le droit du plus faible est une société dégénérée; elle est même déjà morte, avant que d'être née.

Ne croyez pas, Madame, que je sois contre la modernité. Celle-ci est à la fois inéluctable et nécessaire. Mais elle sera ce que nous la ferons. La crédibilité d'une société tient à sa capacité d'intégrer ses membres les plus souffrants. Ce n'est pas sur nos réussites matérielles ni nos prouesses techniques que nous serons jugés par Dieu et par l'Histoire. Ce sera sur notre comportement envers les victimes et les oubliés de la croissance économique.

Vous me permettez de citer ici ce qu'écrivait Bernanos dans "Les enfants humiliés", alors qu'il séjournait précisément au Brésil:
"Je dis que le monde sera sauvé par les pauvres, ceux que la société moderne élimine à mesure sans les détruire, parce qu'ils ne sont pas plus capables de s'y adapter qu'elle n'est en mesure de se les assimiler, jusqu'à ce que leur ingénieuse patience ait, tôt ou tard, raison de sa férocité. Je dis que les pauvres sauveront le monde, et ils le sauveront sans le vouloir, ils le sauveront malgré eux, ils ne demanderont rien en échange, faute de savoir le prix du service qu'ils auront rendu, ils feront cette colossale affaire, et ils n'en retireront naturellement pas un liard" (Essais et écrits de combat I, NRF, p. 898).

Madame, devant le tribunal de l'Histoire, les petits paysans du Brésil vous accusent de violation du droit. S'ils vivaient selon votre logique, ce serait pour vous condamner sans rémission. Mais leurs vues ne sont pas les vôtres. S'ils vous accusent, c'est pour pouvoir vous acquitter. Pour vous sauver. A condition que vous respectiez le droit des pauvres, qui est le droit de Dieu.

Charles ANTOINE

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441